

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 11/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SHL

26 rue Gay Lussac
59147 GONDECOURT

Références : **SHL_Gondecourt_RAPVI_0007000877_29-09-22**

Code AIOT : 0007000877

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement SHL implanté 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 GONDECOURT. L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans la plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts-de-France. Elle vise à vérifier le respect par l'exploitant des prescriptions de l'arrêté complémentaire du 05/07/2021 relatives aux meilleures techniques disponibles et aux rejets aqueux du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SHL
- 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 GONDECOURT
- Code AIOT : 0007000877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La Société des Huiles Lemahieu a démarré en 1974 sur le site de Gondecourt des activités de traitement et conditionnement d'huiles de graissage et produits annexes, et traitement d'huiles usagées. En 2000, le site est repris sous le nom SHL par le groupe Flamme. SHL est aujourd'hui filiale à 100 % d'ARF, l'un des trois pôles du groupe spécialisé dans la collecte et le traitement des déchets

industriels.

Le site de Gondecourt traite les mélanges eau-hydrocarbures ainsi que les effluents faiblement chargés en hydrocarbures (80 % de l'activité), et procède au réaffinage des huiles usagées. La société SHL est également collecteur agréé d'huiles usagées noires.

En 2022, le site réceptionne environ 2 000 tonnes de déchets par mois.

Le site fonctionne du lundi au vendredi, de 5 h à 22 h et exceptionnellement le samedi de 8 h à 18 h (dans la limite de 10 samedis par an). L'effectif permanent de l'établissement est de 6 personnes (1 responsable de production, 1 laborantin, 4 opérateurs).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MTD relative au management environnemental et à la surveillance applicable	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 – I	/	Sans objet
2	MTD relative à la surveillance - SME	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 – II	/	Sans objet
3	Traitement des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 3	/	Sans objet
4	Rejets atmosphériques du conduit n°2	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4	/	Sans objet
5	Rejets des eaux industrielles / Traitement des phénols et des hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une visite d'inspection a été réalisé le 29 septembre 2022 sur le site de Gondecourt de l'entreprise SHL portant sur le récolement des prescriptions de l'arrêté complémentaire du 5 juillet 2021 relatives aux meilleures techniques disponibles et aux rejets aqueux.

Le jour de l'inspection l'exploitant n'avait pas encore mis en place les installations lui permettant de se conformer aux nouvelles prescriptions mais s'est engagé à les mettre en place dans de court délais (6 mois pour le traitement des effluents aqueux).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD relative au management environnemental et à la surveillance applicable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 – I
Thème(s) : Risques chroniques, SME
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Système de management environnemental</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ; 2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; 3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ; 4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants : <ol style="list-style-type: none"> a) Organisation et responsabilité ; b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; c) Communication ; d) Participation du personnel ; e) Documentation ; f) Contrôle efficace des procédés ; g) Programmes de maintenance ; h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ; i) Respect de la législation sur l'environnement ; 5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : <ol style="list-style-type: none"> a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ; b) Mesures correctives et préventives ; c) Tenue de registres ; d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ; 6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ; 7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ; 8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ; 9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ; 10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2) ; 11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2) ; 12. Plan de gestion des résidus ; 13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de l'annexe 3.1) ; 14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1) ; 15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1). <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection l'exploitant a présenté les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - courrier du PDG daté du 16/06/2022 présentant la politique QHSE et les objectifs cible du groupe ARF; - le certificat ISO 14001 du groupe.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : MTD relative à la surveillance - SME

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 – II
Thème(s) : Risques chroniques, Flux de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : II. - Flux de déchets</p> <p>L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :</p> <p>Procédure Description</p> <p>a Caractérisation et acceptation préalable des déchets Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.</p> <p>b Procédures d'acceptation des déchets Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.</p> <p>c Système de suivi et d'inventaire des déchets Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.</p> <p>d Système de gestion de la qualité des flux sortants Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.</p> <p>Les procédures sont proportionnées aux risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail, et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets. Pour les installations de traitement biologique par compostage, le contenu de la procédure d'acceptation préalable et d'acceptation est fixé aux articles 10 et 11 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé. Pour les installations de traitement biologique par méthanisation, le contenu de la procédure d'acceptation préalable et d'acceptation est fixé aux articles 16, 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 susvisé.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection l'exploitant a présenté à l'Inspection :</p> <p>- La description de la procédure interne PG_QUAL_SHL_03 dénommée "Demande préalable du client". Cette procédure vise à encadrer la caractérisation des déchets préalablement à leur réception. Cette procédure répond aux attentes de la prescription II-a de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions général du 17 décembre 2019 ;</p>

<p>- La description de la procédure interne PG_QUAL_SHL_02 dénommée " Reception du produit". Cette procédure vise à encadrer l'acceptation des déchets sur site et répond aux attentes de la prescription II-b de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions général du 17 décembre 2019.</p> <p>- La description de la procédure interne PG_QUAL_SHL_01 dénommée "transformation". Cette procédure vise à encadrer la qualité du flux sortant et répond aux attentes de la prescription II-d de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions général du 17 décembre 2019.</p> <p>- Le fonctionnement du logiciel de suivi local (progiciel de gestion intégré - ERP) permettant d'assurer l'inventaire des produits et déchets au sein de l'exploitation. Ce logiciel permet de répondre aux attentes de la prescription II-c de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions général du 17 décembre 2019.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions génériques des annexes 2 et 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 sus-visé sont applicables au site à compter du 17 août 2022. Sont également applicables au site à compter du 17 août 2022 les MTD spécifiques suivantes : N° de la MTD Objet de la Meilleure Technique Disponible (MTD) applicable relative au traitement des déchets parue au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 /// Niveau d'émission associé (NEA-MTD) // Réf. de l'arrêté ministériel du 17/12/2019</p> <p>TRAITEMENT PHYSICO-CHIMIQUE DES DÉCHETS 42 Surveillance de la teneur en composés chlorés des déchets entrants pour le reraffinage des huiles usagées // 3.4.III</p> <p>43 Techniques pour réduire la quantité de déchets à éliminer pour le reraffinage des huiles usagées // 3.4.III</p> <p>44 Techniques pour réduire les émissions de composés organiques dans l'air pour le reraffinage des huiles usagées et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD) /// Émissions canalisées de COVT : 5 – 30 mg/Nm³ // 3.4.III *</p> <p>* Le NEA-MTD ne s'applique pas lorsque la charge polluante est inférieure à 2 kg/h au point d'émission, à condition qu'aucune substance CMR ne soit pertinente pour le flux d'effluent gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019</p> <p>Constats : MTD 42 : lors de la visite d'inspection l'exploitant a présenté un exemple de bordereau d'entrée de déchets sur lequel est indiqué la concentration en composés nitrés dans les déchets entrants. L'exploitant procède à ces propres mesure de composé nitrés.</p> <p>MTD 43 : le process d'évaporation (process principale de l'entreprise) est une MTD.</p> <p>MTD 44 : Les émissions de l'exploitant ne dépassent pas 2kg/h la MTD 44 n'est pas applicable.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets atmosphériques du conduit n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ARTICLE 4.- Rejets atmosphériques au conduit n°2 Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2016 sont modifiées comme suit à compter du 17 août 2022. Les effluents gazeux au conduit n°2 respectent, pour le paramètre COVT, les valeurs limites d'émission (VLE) et sont surveillés aux fréquences suivantes : Concentration moyenne : 45 mg/Nm ³ Flux: 9 g/h Fréquence de surveillance : semestrielle Les VLE sont définies dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène. La période d'établissement de la moyenne est la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune.
Constats : Lors de la visite d'inspection l'exploitant a présenté : 1 - les résultats du contrôle du conduit n°2 réalisé le 15/11/2019 (rapport APAVE N° 19394835-1 VERSION 0). Ce dernier ne présente pas de dépassement. 2- un bon de commande (N° GA22/0746) en date du 29/09/22 pour des mesures de COVT sur le conduit n°2 (pour une date à convenir début octobre).
Observations : Au regard des éléments présentés et de la fréquence de surveillance de 2 ans prescrite à l'article 9.2.1 de l'arrêté du 18 mars 2016 modifiée par l'arrêté du 05 juillet 2021 (passage à semestriel), l'exploitant aurait dû faire contrôler les rejets de COV du conduit n°2 avant le 20 novembre 2021 or le contrôle n'était pas réalisé le jour de la visite d'inspection. La fréquence bisannuelle de contrôle n'est pas respectée ce qui constitue une non conformité. La mise en demeure n'est pas proposée à M. le préfet au regard de la fourniture du bon de commande. Les résultats de mesures du contrôle d'octobre seront transmis à l'Inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets des eaux industrielles / Traitement des phénols et des hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux industrielles – gestion du phénol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions du chapitre 4.3 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2010 sont modifiées comme suit. Les eaux industrielles issues du process d'évaporation sont pré-traitées par déshuilage (ou tout autre procédé équivalent) avant de rejoindre le réseau d'assainissement public au point de rejet n°2 (rue Gay Lussac). [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : [...] Indice phénol : 0,3 mg/L ; Indice hydrocarbure : 10 mg/L.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé que les concentrations en phénols des rejets industriels du conduit n°2 ne respectaient pas les nouvelles valeurs limite d'émission pour le paramètre phénol. L'exploitant a présenté les conclusions d'une étude technico-économique réalisée par la société IN SITUO sur le traitement des hydrocarbures et du phénol dans les effluents aqueux. Quatre méthodes ont été testées sur les effluents du site : <ul style="list-style-type: none">- le stripping (aération des effluents)- la biodégradabilité- l'adsorption sur charbons actifs- et l'ozonification. La solution de la biodégradabilité a été jugée la plus performante pour l'abattement des polluants. A l'issue de la visite d'inspection l'exploitant a transmis à l'Inspection un bon de commande à l'entreprise IN SITUO (GA22/0758 du 05/10/22) pour l'installation d'une installation de traitement des effluents et en particuliers pour la problématique des phénols pour un montant de 35 520 €. L'exploitant s'est engagé à ce que les différents matériels nécessaires soient approvisionnés au plus tôt pour permettre un démarrage de l'installation au plus tard 6 mois à compter du jour de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet